

ANNEE 2011Epreuves conçues par ESCP Europe
Voie Littéraire**HISTOIRE B/L (épreuve n° 279)**

	NBRE CANDIDATS	MOYENNES	ECARTS-TYPE
RESULTATS GLOBAUX	243	10,38	3,78

VOIES PREPARATOIRES			
Littéraire	243	10,38	3,78

ECOLES UTILISATRICES			
HEC	152	11,24	3,76
ESSEC	176	10,99	3,71
ESCP-EUROPE	156	11,12	3,84
EMLYON Business School	157	10,31	3,69
EDHEC	159	10,14	3,57
AUDENCIA Nantes	162	10,01	3,62
ESC Amiens	21	9,19	3,11
ESC Bretagne Brest	18	9,61	3,35
ESC Chambéry	22	9,41	3,45
ESC La Rochelle	25	9,12	3,71
ESC Saint-Etienne	23	9,17	3,73
ESC Troyes	27	9,48	3,43
ESC Clermont	61	9,13	3,64
ESC Dijon	61	9,13	3,64
ESC Grenoble (GEM)	117	9,72	3,43
Ecole de Management de NORMANDIE	22	9,23	3,72
SKEMA Business School (ex CERAM - ESC Lille)	78	9,71	3,42
ESC Montpellier	39	9,05	3,82
ESC Pau	21	9,29	3,41
ESC Rennes	61	9,13	3,64
Ecole de Management Strasbourg	61	9,13	3,64
TELECOM Ecole de Management	21	8,90	3,75
ENAss (option Histoire-géographie, Economie)	8	9,75	4,71
INSEEC (Paris-Bordeaux)	42	9,05	3,86
ISC Paris	34	8,62	3,38
ESC Toulouse	102	9,64	3,58
ISG	13	9,69	4,15
ESM de Saint-Cyr Lettres	11	11,36	4,65

HISTOIRE A/L - Lyon (épreuve n° 277)

	NBRE CANDIDATS	MOYENNES	ECARTS-TYPE
RESULTATS GLOBAUX	738	9,73	3,34

VOIES PREPARATOIRES			
Littéraire	738	9,73	3,34

ECOLES UTILISATRICES			
HEC	398	10,22	3,39
ESSEC	426	10,15	3,37
ESCP-EUROPE	405	10,22	3,35
EMLYON Business School	365	9,82	3,16
EDHEC	379	9,85	3,24
AUDENCIA Nantes	378	9,80	3,18
ESC La Rochelle	88	8,27	2,93
ESC Saint-Etienne	68	8,26	2,97
ESC Troyes	73	8,45	3,00
ESC Clermont	201	8,76	2,92
ESC Dijon	201	8,76	2,92
ESC Grenoble (GEM)	258	9,51	3,09
Ecole de Management de NORMANDIE	77	8,62	3,09
SKEMA Business School (ex CERAM - ESC Lille)	245	9,09	2,89
ESC Montpellier	124	8,74	3,05
ESC Pau	69	8,55	3,01
ESC Rennes	201	8,76	2,92
Ecole de Management Strasbourg	201	8,76	2,92
TELECOM Ecole de Management	83	8,63	3,13
ENAss (option Histoire-géographie, Economie)	12	10,25	2,96
INSEEC (Paris-Bordeaux)	190	8,64	3,01
ISC Paris	182	8,69	3,09
ESC Toulouse	241	9,36	2,98
ISG	49	8,69	3,36
ESM de Saint-Cyr Lettres	107	10,06	3,33

Les deux épreuves proposées aux candidats pour le concours de 2011 les invitaient à utiliser dans un cadre très large et synthétique leurs connaissances sur le programme. Pour les candidats de l'épreuve AL le sujet était « Quel rôle a joué le premier conflit mondial dans la transformation du monde du travail ? » et les candidats de l'épreuve BL devaient traiter le sujet suivant : « Le pacifisme dans l'Europe d'après guerre ». Cette année, la moyenne des notes obtenues par les candidats de BL contrairement à l'année précédente est légèrement plus élevée que celle des candidats issus de l'épreuve AL. Mais plus globalement le niveau général des copies est peu moins élevé qu'en 2010. Un petit groupe de candidats a atteint la note de 18 ce qui montre la permanence d'un contingent d'excellents étudiants qui se préparent très sérieusement à l'épreuve, mais un trop grand nombre de copies ne parviennent guère à dépasser la barre de 7 ou 8 parce que leurs auteurs manquent des connaissances qui pourraient être exigées parfois au niveau d'un bon baccalauréat.

La question posée sur les effets du premier conflit mondial sur le monde du travail ne contenait aucun piège et devait permettre à un étudiant de mobiliser un grand nombre de faits et de problèmes sur un ensemble de questions largement traitées dans l'historiographie et les manuels. Plusieurs problèmes apparaissent dans les copies AL. Un trop grand nombre de copies oublient désormais la contrainte majeure de présenter leurs connaissances dans un plan rigoureux qui établit un enchaînement cohérent des idées et des faits présentées. Dans la mesure où un plan thématique s'imposait, le flou de la présentation de beaucoup copies s'est trouvé aggravé. Trop de candidats ont pris des libertés avec le sujet lui-même. Cela explique qu'en dépit du volume important des copies les notes peuvent être assez basses. Dans de nombreux cas, les deux tiers de la copie ont été occupés par une description du monde du travail « à la veille de 1914 » ce qui a conduit alors les candidats à faire un résumé de l'ensemble du programme parfaitement inutile. Effet inverse, les conséquences de la guerre dans le fil des années 1920 ont été souvent négligées, sans parler des copies qui, au contraire, ont fait des développements totalement hors sujet sur le travail pendant Vichy ou sur la naissance de la sécurité sociale après 1945. Trop souvent le sujet a été réduit aux dimensions de quelques lectures liées à l'historiographie récente ce qui pouvait, dans l'esprit des auteurs, faire oublier l'absence de connaissances classiques mais indispensables. Deux exemples. Dans de nombreuses copies l'effort nouveau fourni par la main d'œuvre féminine a occupé largement les $\frac{3}{4}$ de la copie. Le sujet traité est devenu alors une illustration de l'histoire du genre : « la première guerre mondiale dans l'histoire des femmes ». De la même manière, les progrès de l'OST dans les usines d'armement sont devenus l'occasion de transformer le sujet dans une histoire de la taylorisation des origines à nos jours tirant alors le sujet vers l'économique. Bien évidemment, le fait de trouver dans certaines copies des erreurs énormes dévoilant des trous noirs dans la maîtrise de l'histoire contemporaine a entraîné une chute du niveau des notes. Le général Boulanger se transforme en un organisateur de la mobilisation économique, Jaurès toujours vivant est devenu pendant la guerre un grand défenseur de l'Union sacrée, la guerre de tranchée devient « la drôle de guerre », les travailleurs polonais ont été envoyés dans les mines du nord pour participer à l'effort de guerre, quant aux travailleurs chinois on les a envoyés finalement dans les tranchées ; l'enquête de Villermé donne des renseignements sur le travail après guerre, les usines ont été nationalisées et l'économie planifiée, le nombre des obus produits par jour a suscité (en plus ou en moins) les chiffres les plus extravagants...

De manière très classique le sujet pouvait s'organiser sur trois points : l'évolution des formes du travail, les conditions de vie des travailleurs, l'évolution syndicale et politique du monde du travail. L'évolution des formes du travail était liée bien sûr à la pénurie brutale de main d'œuvre dans l'agriculture comme dans l'industrie alors que la désorganisation de la production provoquait

l'apparition de 2 millions de chômeurs. En quelques mois sur les 8,5 millions de travailleurs de la terre il n'y en avait plus que 5 millions. De là, dans les campagnes, la mobilisation d'une main d'œuvre de substitution : jeunes femmes, enfants, vieillards, étrangers, religieuses, soldats blessés... Cette mobilisation de la main d'œuvre a été plus facile dans les usines où les salaires étaient beaucoup plus importants. Certes une servante de ferme qui gagnait 250f par an en 1914 en recevait 600 en 1918, mais dans une usine de guerre elle pouvait gagner 6f par jour. Il fallait bien sûr retracer les étapes d'une rationalisation nouvelle des recrutements qui avec la loi Dalbiez (4 juin 1915) a permis aux usines de guerre de passer de 700.000 ouvriers en 1916 à près de 900.000 en 1918. D'une façon générale la place des travailleurs de l'empire a été peu signalée. On pouvait aussi évoquer le rôle d'Albert Thomas, socialiste réformiste, ministre des armements et devenu artisan dans un projet productiviste d'une intégration nouvelle de la classe ouvrière.

La mobilisation des femmes a été certes très importante mais leur poids dans l'industrie, déjà élevé (32% des travailleurs, soit 7,7 millions de Françaises en 1914) ne progresse que de 20%. Il faut toutefois tenir compte d'une ventilation nouvelle vers le secteur de la métallurgie où elles étaient peu présentes et l'accès à des travaux pénibles et compliqués. Peu d'éléments ont été donnés sur les « affectés spéciaux » retirés du front. Leur nombre s'élève pourtant à 500.000. Beaucoup de copies ont par ailleurs décrit l'introduction de l'OST et du travail à la chaîne pour répondre aux besoins de la guerre. Encore fallait-il préciser les particularités de ces nouvelles formes de travail dans le contexte de la guerre, la modernisation des techniques et la mécanisation adaptée au travail féminin, la création de la Commission permanente de standardisation, la pénibilité d'un travail plus intense, la déqualification des OS, le recul dans l'application des premières lois sociales, l'extension des horaires, le poids de l'autoritarisme dans les usines, le rôle pilote des arsenaux... et prendre quelques cas concrets plutôt qu'une évocation générale de l'OST. La place nouvelle des ingénieurs, des cadres et des employés devait également l'objet de quelques précisions.

Les conditions de vie des travailleurs ont aussi évolué. Les travailleurs français souffrent moins des pénuries que les travailleurs allemands, mais rapidement, surtout en ville, le niveau de vie fléchit. Le rationnement (la carte d'alimentation) qui s'étend surtout avec Clémenceau a la dimension positive d'organiser la consommation, de freiner l'inflation. Des initiatives comme les chambres d'allaitement, les crèches garderies, l'allocation des femmes de mobilisés (assez maigre), la loi du 24 juillet 1917 sur les pupilles de la nation, ont toutefois contribué à aider les familles et les femmes au travail.

C'est surtout à partir du moment où l'inflation, importante, remet en question fortement les hausses de salaires que les travailleurs se mobilisent. Conscient de la légitimité des revendications dans les usines de guerre, Albert Thomas décrète l'institution de tarifs négociés et l'arbitrage obligatoire qui doit faciliter l'élection de délégués ouvriers. Cette loi prélude à l'obtention de la loi du 23 avril 1917 qui devait généraliser les conventions collectives. Dans le vêtement, les ouvrières arrachent l'institution de minima de salaires horaires et à la pièce. La portée de la question sociale révélée une nouvelle fois par la guerre mondiale ne suscite pourtant pas, de façon mécanique, la mise en place immédiate, au lendemain du conflit, d'un nouvel Etat providence et cela en dépit de la réintégration de l'Alsace-Lorraine qui dispose des lois sociales bismarckiennes. Il faut attendre 1928-1930 pour voir apparaître un premier régime d'assurances sociales.

Quant aux effets de la guerre sur les mouvements des travailleurs, ils sont surtout sensibles, après le pic de mobilisation des années 1900, à partir de 1916. En dépit du déracinement, de l'hétérogénéité du personnel, de la surveillance policière, la combativité des travailleurs des usines d'armement reste forte. La progression syndicale est spectaculaire et les militants de la CGT favorables à l'Union sacrée sont débordés par des éléments beaucoup plus radicaux. En 1917, on compte dans la région parisienne 42000 grévistes dont 90% de femmes. Ces grèves de « munitionnettes » sont cependant essentiellement des luttes en faveur de l'augmentation des salaires plus que des conflits à

dominante politique. La victoire ne constitue pas un obstacle à la poursuite du mouvement social qui culmine dans les grèves de 1919-1920 et mobilise des centaines de milliers de travailleurs. Mais l'impact favorable de la guerre sur le mouvement des travailleurs est de courte durée car la répression et la division syndicale entraîne un long mouvement de déclin des luttes ouvrières qui ne prendra fin qu'en 1936.

Le sujet sur le pacifisme européen dans l'entre-deux-guerres pouvait, lui, être traité de façon plus classique dans un plan chronologique, d'autant plus souhaitable que l'évolution du pacifisme est importante dans la période. On pouvait souligner la force d'un pacifisme issu des tranchées, avec une véritable assise populaire qui passe par le relais d'une large partie des anciens combattants. Il est aussi accompagné alors d'un pacifisme d'intellectuels et d'artistes dont l'influence culturelle est considérable : Barbusse, Romain Rolland, Remarque, Junger, Otto Dix, Georges Grosz ... Dans la gauche européenne s'affirme le pacifisme du « plus jamais ça ». Il bénéficie de l'influence internationale des idées de Wilson et de la mise en place de la SDN, beaucoup plus que du défaitisme de Lénine, ou on pouvait préciser en France, le rôle de la SFIO et la SFIC, mais aussi celui des travaillistes anglais, en Allemagne, la Deutsche Friedensgesellschaft qui lutte contre la montée du nazisme. Mais on pouvait souligner la difficulté des pacifistes anglais et français de mettre sur pied une politique critique à l'égard du traité de Versailles et des politiques nationalistes de l'après guerre qui veulent exploiter les nouveaux rapports de force nés du conflit.

On devait bien sûr évoquer l'échec de la politique de Poincaré et le passage à un pacifisme de gouvernement dans le sillage du Bloc des gauches dont l'évolution ouvre une période d'équilibre européen à l'origine d'une nouvelle formulation du pacifisme, épaulé alors par le nouvel engagement financier des Etats-Unis. C'est celui de la politique de Briand « l'apôtre de la paix » et de l'accord trouvé avec Stresemann, le moment aussi où l'on peut penser que la SDN va harmoniser sur le terrain diplomatique et sur le thème de la sécurité collective un pacifisme qui reste prégnant dans une bonne partie des milieux anciens combattants et de l'opinion modérée.

La crise, la montée des nationalismes, la victoire du fascisme puis du nazisme qui écrasent alors chacun de leur côté les forces pacifistes liées à la gauche, la nouvelle menace d'une guerre européenne liée à des Etats totalitaires, modifient profondément le profil du pacifisme européen en l'associant à la lutte contre le fascisme. En France, Henri Barbusse et Romain Rolland appellent dans l'Humanité à la tenue d'un Congrès mondial qui va se tenir à Amsterdam en 1932. Il fusionne avec le Congrès Européen contre le fascisme et la guerre qui se réunit salle Pleyel en août 32 et a l'appui du PC et de l'Internationale communiste. Mais au-delà de ce noyau le mouvement réunit de nombreux partis. Le Rassemblement universel de la paix, lui, créé à Bruxelles en septembre 1936, dans le contexte de la guerre italo-éthiopienne associe des mouvements politiques très divers, des conservateurs britanniques aux communistes.

Le mouvement pacifiste ne recule pas dans le milieu des années 1930, comme le montre la victoire du Front populaire et symboliquement le pavillon de la paix dans l'exposition universelle de 1937, mais il se heurte à des contradictions insurmontables. A côté du pacifisme antifasciste de gauche se développe un pacifisme de droite qui écarte l'idée d'une guerre contre le nazisme qui ne pourrait faire que le jeu des forces de gauche. Ces deux pacifismes profondément différents se rejoignent pourtant dans la conférence de Munich en 1938 qui signe l'échec d'un pacifisme de bonne volonté, celui de Giraudoux sur le plan culturel, face à la politique d'agression hitlérienne.